



Au-delà de 2020: Renforcer la priorité politique de la sécurité chimique

IPEN

Janvier 2017

Introduction

L'Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques (SAICM) aborde le problème des dommages considérables causés par l'exposition aux produits chimiques sur la santé et l'environnement et prend un engagement politique global pour changer la façon dont les produits chimiques sont produits et utilisés afin de réduire ces dommages. Les Chefs d'État présents au Sommet Mondial sur le Développement Durable qui s'est tenu à Johannesburg en 2002 se sont accordés pour le développement de la SAICM. Bien que la SAICM ne soit pas un traité juridiquement contraignant, ses textes fondamentaux ont été approuvés par consensus des Ministres de l'Environnement, les Ministres de la Santé et les autres Représentants de plus de cent gouvernements ayant pris part à la première Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques (CIGPC1), qui s'est tenue à Dubaï, en février 2006.

Malheureusement, la SAICM a une priorité politique relativement faible dans la plupart des pays. En plus, il semble également qu'au sein des organismes des Nations Unies, la gestion rationnelle des produits chimiques ne bénéficie que d'un niveau de visibilité et d'engagement faible à modérée. Un rapport récent publié par les Groupes chargés de la Gestion de l'Environnement des Nations-Unies fait observer que, *«Alors que la priorité de la gestion rationnelle des produits chimiques semble être un sujet relativement important qui se trouve à l'ordre du jour dans de nombreuses organisations, la visibilité de ce sujet et l'engagement à cette question va de faible à modéré dans le système des Nations Unies.»*¹ En l'absence de la SAICM, aucun cadre international n'existerait pour aborder la plupart des préoccupations mondiales les plus pressantes en matière de sécurité des produits chimiques. Néanmoins, le Secrétariat de la SAICM affiche une faible visibilité au sein du système des Nations Unies, au moment où il devrait être son porte étendard sur la sécurité chimique.

Certains attribuent cette faible attention accordée à la priorité politique de la SAICM dans les pays au fait que l'accord n'est pas juridiquement contraignant. D'autres font remarquer l'absence d'un mécanisme financier tangible et adéquat pour la mise en œuvre de cet accord. Un autre point de vue considère que la gestion rationnelle des produits chimiques a besoin d'une meilleure communication pour mettre en exergue ses liens avec le développement durable. Toutes ces caractéristiques empêchent à la SAICM d'atteindre une plus grande priorité politique, toutefois les gouvernements s'accordent largement sur la nécessité de renforcer la priorité politique de la sécurité des substances chimiques et celle-ci devrait également inclure la SAICM et les arrangements sur la sécurité chimique Au-delà de 2020.

¹ Groupe des Nations Unies pour la Gestion de l'Environnement (2015) et la gestion rationnelle des produits chimiques: Coordonner la prestation des services aux États membres et le développement durable, https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2334chemical_report.pdf

Les gouvernements s'accordent sur la nécessité de renforcer la priorité politique de la sécurité chimique

En 2012 au Sommet de Rio + 20, les gouvernements se sont accordés sur la nécessité de mener « *des efforts intensifiés pour accroître la priorité politique accordée à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets.* »² En 2014, la première Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (ANUE1) dans sa décision sur les produits chimiques et les déchets a bien accueilli le rapport du Directeur Général intitulé, « *le Renforcement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets à long terme* »³ le rapport note que, « *il est nécessaire de renforcer la priorité politique et de montrer plus d'engagement envers la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets aux niveaux locaux, nationaux, régionaux et mondiaux, reconnaissant qu'un certain nombre de processus donnent l'occasion d'attirer l'attention sur ces questions importantes, y compris ceux relatifs aux objectifs du développement durable et de l'Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques.* »⁴

Etant donné que la production et l'utilisation des produits chimiques continuent d'augmenter, le niveau de la SAICM doit être rehaussé pour faire face aux défis grandissants des préjudices sanitaires, environnementaux et économiques associés à la production et à l'utilisation des produits chimiques toxiques et les déchets. En raison de sa large portée et de sa pertinence aux préoccupations relatives à la sécurité des substances chimiques non couvertes par d'autres accords, la SAICM reste le seul forum international où les problèmes de gestion rationnelle des produits chimiques peuvent être systématiquement identifiés et adressés.

Les objectifs de la SAICM et les recommandations pour la mise en œuvre

La gestion des produits chimiques dans les pays est répartie entre plusieurs ministères et institutions, ce qui fait en sorte que leur gestion cohérente devient un défi sérieux. L'accord de la SAICM reconnaît clairement qu'il y a « *des lacunes, des chevauchements et de doubles emplois dans les activités de gestion des produits chimiques et il est nécessaire dans de nombreux pays d'adopter une cohérence, une consistance et une coopération accrue...* »⁵

Les gouvernements ont convenu au sein de La SAICM que les mécanismes de sécurité chimique doivent être multisectoriels, complets, efficaces, efficients, transparents, cohérents et inclusifs, et on doit rendre compte de ces mécanismes. La SAICM représente également un consensus mondial que la réglementation des produits chimiques devrait, « *promouvoir et soutenir la participation active et significative de tous les secteurs de la société civile, particulièrement les femmes, les travailleurs et les communautés autochtones, dans les processus réglementaires et d'autres processus décisionnels liés à la sécurité des produits chimiques.* »⁶

² Organisation des Nations Unies (2012) Résolution adoptée par l'Assemblée Générale le 27 juillet 2012:66 / 288. L'Avenir que Nous Voulons, Para 223, A/RES/66/288 <https://sustainabledevelopment.un.org/futurewewant.html>

³ PNUE (2014) Renforcement continu de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets à long terme, Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement, PNUE/EA.1/L.17

⁴ PNUE (2014) Renforcement continu de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets à long terme, Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement, PNUE/EA.1/L.17

⁵ PNUE - OMS (2006) Stratégie Politique Globale, para 9, Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques http://www.saicm.org/index.php?option=com_content&view=article&id=73&Itemid=475

^[5] http://www.SAICM.org/index.php?option=com_content&View=Category&layout=blog&ID=143&Itemid=528

⁶ PNUE - OMS (2006) Stratégie Politique Globale, para 16, Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques http://www.saicm.org/index.php?option=com_content&view=article&id=73&Itemid=475

La Stratégie Politique Globale de la SAICM recommande à chaque gouvernement de désigner un point focal national de la SAICM et de créer un Comité interministériel ou interinstitutionnel pour représenter les domaines pertinents de la sécurité chimique.⁷ Le point focal devrait être un représentant de ce Comité interministériel. Les secteurs concernés du gouvernement peuvent inclure, entre autres, les ministères de l'environnement, de la santé, de l'agriculture, du travail, de l'industrie et du développement.

La SAICM a une longue liste de points focaux nationaux, ainsi qu'une série de points focaux régionaux des gouvernements et les points focaux pour les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales.⁸ Cependant, on ignore combien de pays ont effectivement réussi à établir des comités interministériels fonctionnels, surtout si l'on considère la faible priorité politique accordée à la SAICM.

Les Unités Produits Chimiques

Une façon d'accroître la priorité politique de la SAICM et la gestion des produits chimiques au sein des pays serait de finaliser la coordination du Comité interministériel recommandé dans l'accord de la SAICM. Une manière de faire cela consisterait à utiliser les structures déjà existantes pour assumer cette responsabilité. Le Protocole de Montréal a apporté son soutien pour le développement et le fonctionnement des Unités Nationales Ozone dans 147 pays, y compris un régime de soutien par les pairs et les réseaux régionaux. Ces unités ont été généralement reconnues comme ayant joué un rôle déterminant pour la réussite de la mise en œuvre du protocole. Ces Unités Nationales Ozone pourraient être élargies ou revalorisées et pourraient servir de points focaux pour la mise en œuvre de la SAICM et les Conventions de Bâle, de Rotterdam, de Stockholm et de Minamata.

L'idée d'étendre ou de revaloriser les Unités National Ozone pour servir d'Unités Produits Chimiques a émergé au cours du processus consultatif sur les options du financement des produits chimiques et des déchets, lancé par le Directeur Exécutif du PNUE en 2009. Cette idée est apparue à nouveau lors des discussions sur le mécanisme de financement de la Convention de Minamata, qui a été achevée en 2012.

De façon idéale, les unités produits chimiques permettraient de situer les responsabilités de la sécurité des substances chimiques dans un seul arrangement institutionnel qui fonctionne efficacement. Les unités produits chimiques mises à jour pourraient avoir un caractère multidisciplinaire, y compris un rôle dans la coordination, la réglementation, le financement / l'inclusion, la conformité, l'évaluation des besoins, les rapports et autres. Les unités doivent se mettre en rapport avec toutes les parties prenantes ainsi qu'avec les centres régionaux mis en place par les Conventions de Stockholm et de Bâle. Les efforts pour établir des synergies dans les conventions sur les produits chimiques ont principalement été focalisés sur les secrétariats. La présente proposition se concentre sur les synergies à l'échelle nationale.

Les organismes de développement et la sécurité des produits chimiques

À bien des égards, la SAICM a pris de l'avance sur son temps en reliant la sécurité chimique et le développement durable. La première déclaration de la Déclaration de Dubaï sur la SAICM stipule que, *« la gestion rationnelle des produits chimiques est essentielle si nous voulons parvenir à un développement durable, notamment à l'élimination de la pauvreté et de la maladie, l'amélioration de la santé humaine et l'environnement et la hausse et le maintien du niveau de vie dans les pays à tous les*

⁷ PNUE – OMS (2006), Stratégie Politique Globale, para 23, Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques http://www.saicm.org/index.php?option=com_content&view=article&id=73&Itemid=475

⁸ http://www.SAICM.org/index.php?option=com_content&View=Category&layout=blog&ID=143&Itemid=528

niveaux de développement. »⁹ Cette reconnaissance au niveau ministériel, a suscité des attentes que la sécurité des produits chimiques deviendrait une priorité de l'aide publique au développement et que les agences internationales d'aide au développement fourniraient un financement important pour la mise en œuvre de la SAICM. Toutefois, cela ne s'est pas encore produit sur une grande échelle. Au-delà de 2020, les agences de développement devraient augmenter la priorité accordée à la bonne gestion des produits chimiques et intégrer la sécurité des produits chimiques dans les programmes de planification et d'assistance. Cela devrait être suivi grâce à un mécanisme d'échange d'information qui mesure l'aide au développement pour la gestion rationnelle des produits chimiques.

> Les résultats attendus après le renforcement de la priorité politique de la sécurité des produits chimiques

1. Création des Unités de coordination sécurité chimique finances de manière adéquate. Ceci pourrait prendre la forme d'élargissement des Unités du Protocole de Montréal pour servir de structure de coordination des opérations nationales multidisciplinaires pour la mise en œuvre de la SAICM et les Conventions de Bâle, Rotterdam, Stockholm et Minamata.
2. Les organismes de développement renforcent la priorité de financement de la sécurité des produits chimiques dans leur aide au développement.
3. Le secrétariat de la SAICM suit l'aide au développement pour la gestion rationnelle des produits chimiques avec un mécanisme d'échange d'informations.

⁹ PNUE - OMS (2006) Déclaration de Dubaï, l'Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques http://www.saicm.org/index.php?option=com_content&view=